



L'or caméléon, qui du noir peut virer au bleu

2200, 2100 ou 2050 : chacun ses statistiques. Mais tout le monde s'accorde au sujet de l'épuisement prochain des ressources pétrolières sur Terre. Dans un monde à la consommation exponentielle, dont les pays émergents n'ont pas encore atteint leur phase de demande maximale - qui, au vu de la démographie desdits pays, ne s'annonce pas triste - et où l'économie fait office de leader international, comment l'être humain affrontera-t-il ce cataclysme ?

Imaginez les titres des journaux : « L'assèchement des derniers puits accessibles est imminent » ou « Sociétés pétrolières en faillite ». Imaginez-vous, du jour au lendemain (en effet, l'Homme semble incapable de la moindre anticipation), catapulté dans un monde méconnaissable. Plus de voitures. Plus de voyages. Plus d'ananas, plus d'habits made in China, plus de plastique ni de chewing-gums. Plus d'industrie, plus de travail. Une société en manque d'une drogue dont l'overdose fut fatale. Certes, il est difficile de se rendre compte de ce retour à la vie moyenâgeuse... Mais qui parle de vie moyenâgeuse ? L'Homme a pourtant plus d'un tour dans son sac ! Et après une inévitable phase chaotique de transition, ses facultés d'adaptation ne sont pas à négliger ! D'ailleurs, la voiture à compost n'est-elle pas déjà fonctionnelle ? Le moteur à hydrogène ne progresse-t-il pas constamment ? Les énergies renouvelables ne sont-elles pas une tendance à la mode et un marché intéressant ? Et les sacs plastiques végétaux, et l'agriculture locale, et le chauffage au bois, et le recyclage, et...

Peut-être que ces innovations ou rénovations (pour le moment, plutôt de luxe) n'attendent

qu'un petit coup de pouce pour décoller, et alors vive les voyages à l'autre bout du monde en avion écologique ! Alors que sous la main de fer de la rentabilité, les technologies durables peinent à se populariser, peut-être la pénurie de pétrole arrivera-t-elle à point pour nous faire enfin prendre conscience de nos excès !

L'homme saura-t-il tirer parti des erreurs commises pendant sa ruée vers l'Or ? Or caméléon, qui du noir peut virer au bleu...

Elise Perrin
elise.perrin@jvne.ch

Dans ce numéro

Zoé Gabathuler nous parle en page 2 des masses critiques, ces coïncidences cyclistes qui militent pour une réappropriation de l'espace public.

Clarence Chollet met en lumière en page 2 des chiffres sur l'évolution du canton de Neuchâtel. Des chiffres qui montre que la direction que prends notre développement n'est pas durable.

Sven Erard reviens en page 3 sur l'initiative du PRD qui demande de limiter drastiquement le droit de recours des associations et sur les dangers d'une limitation de ce droit pour la protection de l'environnement et plus généralement pour notre qualité de vie à tous.

Danijela Kitanovic parle en page 3 de son désir de redécouvrir une ville accueillante et saine qui mette l'homme au centre.

Fabien Fivaz pose en page 4 les bases d'une économie plus saine, mettant l'homme et l'environnement au centre d'un système plus transparent, plus démocratique et plus solidaire.

Automne 08 (no 8)

Contacts

Jeunes Verts (Neuchâtel)
ne@jeunesverts.ch
<http://www.jvne.ch>

Critical Mass !

Chers automobilistes,

Vous est-il déjà arrivé de vous promener au volant de votre véhicule en plein centre ville et que, soudain, une horde de vélos, skates, trottinettes, monocycles et autres véhicules sympathiques non-motorisés vous passent devant à un rythme on ne peut plus tranquille, au point de créer de joyeux bouchons et embouteillages ? Quelle chance, vous venez probablement d'assister à une Critical Mass !

Une quoi ???

Une Critical Mass (en français, masse critique) est un mouvement qui vient tout droit d'Amérique, plus précisément de San Francisco. Paradoxe, on a beau voir que c'est aux USA que sont vendues les voitures les plus polluantes, une partie de la population se révolte tout de même de la manière la plus sympathique et pacifiste qui soit, en revendiquant le droit et le respect à la mobilité douce dans les grandes villes. C'est à San Francisco un 25 septembre 1992, que ces masses « critiquées » font leur apparition et se propagent rapidement à travers les continents (dans 325 villes).

Ces manifestations de type « coïncidences organisées » ont lieu habituellement tous les derniers vendredis de chaque mois. Leurs buts principaux sont de rappeler aux véhicules polluants la présence d'alternatives douces ou de faire comprendre aux dirigeants que par une pollution de l'air toujours plus importante, il faut privilégier la présence d'aménagements cyclistes, de zones piétonnes et d'espaces urbains sans gaz d'échappe-

ment. Les slogans les plus scandés par les critical-masseurs sont, entre autres : « Nous ne bloquons pas la circulation, nous sommes la circulation », « Les voitures ne sont pas dans un bouchon, elles sont le bouchon », « pas de justice pour les cyclistes »...

Parfois accompagnées de musique, de déguisements ou d'événements originaux, les masses critiques se déroulent en général dans une ambiance sympathique, sous les yeux des passants amusés ou des klaxons des voitures pressées. Mais il va de soi que la priorité pour ce type d'action se déroule dans la joie et la bonne humeur, est le respect mutuel, autant de la part des cyclistes pour les conducteurs que l'inverse (on ne carrosse pas ta voiture, tu ne nous écrases pas). Il est important aussi de laisser aller piétons et transports publics à leur guise et de respecter le code de la route.

Pour les intéressés : rendez-vous tous les derniers vendredis du mois, vers 18h au pont des Bergues, à Genève. Un petit tour de la ville improvisé en passant par les quelques routes les plus véhiculées de la ville sera fait sous l'oeil attentif des policiers qui suivent de loin en cas de débordements ou d'accrochage avec l'un des nombreux gros 4X4 de la ville.

Pour les scandalisés : Vous êtes prévenus. Une heure par mois, celle où les vélos se conduisent en voitures, optez pour les transports publics !

Zoé Gabathuler
zoe.gabathuler@jvne.ch

La progression des surfaces bâties

En Suisse, les surfaces bâties augmentent de 0.9 m² par seconde, souvent aux dépens des surfaces agricoles. Dans le canton de Neuchâtel, le territoire urbanisé a augmenté de 18% entre 1980 et 2005 alors que la population, elle, n'a augmenté que de 7.2%. Cela signifie que la surface bâtie par habitant ne cesse d'augmenter. Cette tendance est particulièrement forte dans les communes de l'agglomération neuchâteloise, comme par exemple dans le district de Boudry où la progression des terrains bâtis a été de 24%, chiffre bien supérieur à la moyenne cantonale. Sans surprise, c'est dans ce même district que se concentrent plus de 30% des villas individuelles du canton de Neuchâtel. L'impact de ce type de développement n'est pas moindre, le trafic au point de comptage fixe de Colombier a par exemple augmenté de 34% entre 1990 et 2006.

L'augmentation des surfaces bâties implique naturellement la régression des terres agricoles : entre 1980 et 2005, elles ont diminué de 843 hectares dans le Canton de Neuchâtel. Non seulement la qualité du paysage s'en voit diminuer, mais le nombre d'emplois dans ce secteur est également touché.

Clarence Chollet
clarence.chollet@jvne.ch

Source :

Les données sont issues de l'Office fédéral de la statistique et du service des ponts et chaussées du Canton de Neuchâtel.

Graines de VertEs



MEDINA 08

Sauvons nos villes !

Cela fait deux ans que j'habite à Neuchâtel, une ville fascinante que j'apprécie beaucoup. Depuis que je l'ai vue, j'ai tout de suite été séduite par sa nature environnante et ses paysages absolument étonnants en toutes saisons. Mais jour après jour, j'ai appris à en découvrir les aspects négatifs...

Maintenant, je vis dans la rumeur continue de cette ville. J'y respire des bouffées de gaz carbonique mélangé à la poussière de ses rues. Au-dessus de moi, pas de soleil, la fumée s'amoncelle pour former des nuages grisâtres et épais : le smog. Combien il m'est agréable d'admirer la pureté d'un ciel sans nuages et de distinguer au loin les cimes blanches des montagnes qui nous procurent cet air sain si précieux pour nos poumons !

De nos jours, la pollution de l'air est le souci de tous dans la mesure où elle menace directement notre santé et souille notre environnement. Pour cause, on a des raisons de penser qu'elle joue un rôle dans le développement de certaines maladies et qu'elle contribue à augmen-

ter la mortalité. Mais elle n'est pas la seule à gâcher nos villes : les nombreux déchets qui jonchent les rues sont un autre exemple. Sans parler de tous ces accidents de la route qui entraînent parfois des images de chaos. Il y a trop longtemps que cela dure, il est temps d'agir d'autant plus que les remèdes existent !

Pour apporter des solutions aux nombreuses pollutions de nos villes, il faut l'engagement de tous : l'État et les citoyens, car si chacun y met du sien, nos villes pourront respirer à nouveau. Développer les transports publics, augmenter le recyclage, baisser les limitations de vitesse au centre, sont autant d'exemples d'actions concrètes à entreprendre dès maintenant.

Danijela Kitanovic
danijela.kitanovic@jvne.ch

La suppression du droit de recours : une fausse bonne idée...

Actuellement le droit de recours est régi par l'article 55 de la loi sur la protection de l'environnement et par l'article 12 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage. Les conditions pour obtenir ce droit sont d'être une association à but non lucratif, avoir plus de dix ans d'existence et avoir une activité d'envergure nationale dans la protection de l'environnement, de la nature et du paysage. Pour le moment, 30 organisations bénéficient de ce droit de recours en Suisse. Il permet alors de recourir contre la planification, la construction ou la modification d'installations fixes et contre la mise sur le marché d'organismes pathogènes. Ce droit de recours existe car la Confédération pense - et avec raison - que la nature ne peut pas toujours se défendre elle-même, il faut donc que des avocats puissent le faire en son nom. Ce droit a été souvent contesté

au Parlement, mais toutes les interventions qui demandaient sa suppression ont été rejetées. En date du 20 décembre 2006, le Parlement a approuvé une révision du droit de recours. Le Conseil fédéral décidera prochainement de son entrée en vigueur. Avec cette révision, le Conseiller fédéral M. Leuenberger espérait le retrait de l'initiative sur ce sujet, il a eu tort.

Comme vous le savez certainement, nous allons voter le 30 novembre sur l'initiative du PRD « Assez d'obstructionnisme - Plus de croissance pour la Suisse ! » qui demande la suppression du droit de recours des associations. La raison invoquée pour de cette suppression est que ce droit ralentit ou empêche des projets de construction. Les initiants pensent que ce droit est utilisé abusivement et que ceci limite la croissance et donc la création d'emploi.

Les verts sont opposés à cette initiative. Ce serait un grand retour en arrière pour la protection de l'environnement car cela supprimerait un garde-fou précieux. Les

La vie en ville, la vie à la campagne

Vivre en ville, c'est vivre dans un concentré de pollution, mais c'est également...

- Des trajets à pied, en bus et en vélo
- Un habitat plus dense
- La conservation des terres naturelles

En d'autres termes, un mode de vie écologique.

Vivre à la campagne, c'est vivre dans un environnement sain, mais c'est également...

- Une dépendance inconditionnelle à la voiture
- Une surface d'habitation plus spacieuse
- L'annexion des terres agricoles.

En d'autres termes, un mode de vie peu écologique.

Les Jeunes Verts vous conseillent la lecture de l'excellent article de David Owen, « Green Manhattan » [The New Yorker, 18 octobre 2004].

abus ne sont pas nombreux mais il faut quand même avoir les instruments pour les combattre. De plus, ces recours ne sont faits que par 30 associations qui remplissent des conditions très strictes. La nature a le droit d'être défendue.

La position de l'ATE est identique, elle pense - avec raison - que ce droit est un garde-fou pour empêcher certains abus et que comme il n'y a que 6 à 8 cas qui vont annuellement jusqu'au Tribunal fédéral, on ne peut pas vraiment crier au loup. 15 à 25 cas sont annuellement traités par les tribunaux administratifs et 60% des cas sont résolus par un dialogue entre les divers partis prenantes.

Le droit de recours est un garde-fou indispensable de la politique environnementale en Suisse. Conservons-le !

C'est pour ces raisons que les Jeunes Verts vous invitent à voter NON à cette initiative le 30 novembre.

Sven Erard
sven.erard@jvne.ch

Reprendre en main notre économie

Les chiffres diffusés quotidiennement par les médias concernant la crise financière ont de quoi donner le tournis. Depuis une année, le gouvernement américain a injecté plus de 1'100 milliards de dollars dans le système pour tenter - sans succès aux dernières nouvelles - de soutenir l'économie. Le 9 octobre, ce sont plus de 850 milliards de dollars qui se sont évaporés (!) à la seule bourse de New York. Dans le monde entier, on ne compte plus les banques qui sont en faillite. Et pour assombrir définitivement le tableau, ce sont mêmes des pays entiers qui plongent, à l'image de l'Islande.

Et pour éviter une faillite globale, ce sont les gouvernements et les banques centrales qui rachètent ces banques ou injectent des fonds pour tenter de sauver les meubles. Mais force est de constater que rien n'y fait, la descente aux enfers est bien engagée et risque bien de se poursuivre. Et personne n'est véritablement épargné.

En laissant faire, nous mettons notre avenir en jeu. D'abord parce que tous les éléments de l'économie sont intimement liés. Ce ne sont qu'une minuscule frange des entreprises suisses qui sont cotées en bourses et pourtant, elles subissent paradoxalement toutes la crise. De plus, les caisses de pension ont investis une part importante des rentes de chacun en actions, leur chute met en péril notre capacité à faire face au vieillissement de la population. Finalement, les mauvais résultats des plus grandes entreprises suisses, banques en tête, diminuent les rentrées fiscales des cantons et de la Confédération. Ce ne sont que quelques exemples, mais ils montrent que notre système économique et financier doit être régulé pour servir les intérêts de chacun plutôt que ceux d'une minorité.

La crise économique que nous traversons montre clairement que le modèle néolibéral dominant est un échec. La concentration des richesses - et par conséquent du pouvoir - entre les mains de grandes entités fortement centralisées n'est pas une solution. La complexité du système le rend incompréhensible pour une majorité de la population. Comment ne pas se sentir impuissant et désarmé devant cette évidence : nous avons mis notre avenir entre les mains d'une minorité qui ne semble pas avoir de solution ou qui préfère ne rien faire. Il est grand temps de reprendre en main



Credit Photo : Clarence Cholik, Denver, Colorado, 3 octobre 2008.

notre futur plutôt que de le laisser à des décideurs dont les profits immédiats sont le seul but. Une vision à long terme est seule garante d'une gestion équitable et efficiente des ressources, qu'elles soient naturelles, humaines ou financières. Des solutions existent.

Les réseaux de petites et moyennes entreprises qui forment notre économie sont une chance. Il faut les soutenir et les développer. Notre agriculture régionale doit être renforcée. Et finalement, nous devons réussir à atteindre notre indépendance énergétique.

Un des modèles communautaires dont le fonctionnement est éprouvé est celui de la coopérative, car ensemble on est plus fort. Les coopératives permettent des économies d'échelle, mais surtout, elles partagent équitablement les bénéfices plutôt que d'accaparer les richesses. Elles bénéficient ainsi avant tout aux usagers-membres. Leur fonctionnement est régi par des règles transparentes et démocratiques qui permettent de se réapproprier le pouvoir. Quasiment tous les champs d'activité économique peuvent se faire selon le modèle coopératif : banques, agriculture, habitation, distribution, etc. C'est un modèle que nous avons oublié, mais qu'il serait bon de redécouvrir.

Il existe aujourd'hui des alternatives à notre économie globalisée, déshumanisée et grande consommatrice de ressources. Une alternative qui n'est pas une fermeture sur nous-mêmes, mais une reprise en main de notre économie. Face aux défis que sont les changements climatiques ou la fin annoncée du pétrole, il est temps que nous sachions recréer

des communautés économiques locales ou régionales capables d'assurer la majeure part de notre approvisionnement énergétique et alimentaire et au moins d'une part de nos biens. Et ceci en restant ouverte sur le monde, car un des réflexes qui caractérise nos sociétés est celui du repli sur soi comme remède aux problèmes qui nous submergent. Les conséquences de ce repli sont multiples, mais visibles à travers une montée des nationalismes et de la xénophobie.

En clair, il est temps de *relocaliser* notre économie, de nous réapproprier ses mécanismes et de les simplifier pour mieux les comprendre. Une économie plus démocratique, transparente et solidaire, en un mot, une économie plus humaine.

Fabien Fivaz
fabien.fivaz@jvne.ch

Agenda des Jeunes Verts

Date du prochain comité

3 décembre 2008 à 19h au restaurant « Le Jura » à Neuchâtel, salle du haut.

Prochaine Assemblée Générale

7 novembre 2008 à 18h30 à la grande salle du bâtiment UNIA, rue de la gare 3 à Neuchâtel.